

**2 Politique**

**Intégration de la dimension genre dans l'alerte rapide et prévention des conflits en Afrique centrale**

**Des stratégies pour impliquer davantage les femmes**

**Martina ADA METOULE**  
Libreville/Gabon

*La sous-région, à travers ses différentes organisations, doit intégrer la dimension Genre dans la prévention des conflits. Tel est le vœu exprimé par les participants à l'atelier qui s'est ouvert, hier, au siège de l'Unoca à Libreville.*

LE Bureau régional des Nations unies pour l'Afrique centrale (Unoca) organise, depuis hier et ce jusqu'à demain, un atelier portant sur l'intégration de la dimension genre dans l'alerte précoce et la prévention des conflits dans la sous-région. Cet atelier se tient au lendemain de celui sur le renforcement du partenariat entre la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) et la société civile. Les experts des organismes de la sous-région ont mandat de soutenir la vision et les efforts de la CEEAC en matière d'intégration des questions de Genre. L'accent est particulièrement mis sur les préoccupations et les priorités des femmes, dans son mécanisme d'alerte rapide en Afrique centrale (MARAC). Pour ce faire, le chef du bureau de l'Unoca, François Lounceny Fall a justifié l'importance dudit atelier, en évoquant quatre raisons principales. Premièrement, a indiqué le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies, "l'égalité des sexes, l'autonomisation de la femme et la prévention, sont au centre de tous les piliers des Na-



Photo : COE

Le chef de l'Unoca, estime qu'il est nécessaire d'impliquer les femmes au processus d'alerte rapide des conflits.



Photo : COE

Les experts de l'Unoca et de la CEEAC lors des travaux de l'atelier.



Photo : COE

Les participants au terme de la cérémonie d'ouverture.

tions unies. A cet effet, le secrétaire général Antonio Guterres a mis un accent particulier sur ces trois éléments et s'est engagé à veiller à ce qu'ils soient au cœur du travail des Nations unies (...). Aussi, a-t-il ajouté, "l'agenda 2030 pour le développement durable ainsi que les revues de l'architecture

de consolidation de la paix, des opérations de maintien de la paix de 2015, ainsi que les résolutions du Conseil de sécurité sur Femmes, Paix et Sécurité, soulignent tous, l'importance d'investir dans la prévention, l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes (...)". En outre, Lounceny Fall a

relevé l'approche sensible Genre comme outil "efficace" d'intégration des perspectives de sécurité humaine dans l'alerte précoce. Comme vous le savez, a mentionné le chef de l'Unoca, "l'agenda 2030 et celui de 2063 de l'Union africaine sont tous les deux axés sur l'être humain et sont

préparés de sorte à ne laisser personne à la traîne. C'est pourquoi, il est important d'assurer que les systèmes d'alerte précoce et de prévention des conflits accordent une attention particulière aux questions de Genre en même temps qu'ils doivent garantir la participation des femmes(...)".

Enfin, il a fait un constat dans la sous-région et au-delà. Pour lui, la société civile est une ressource immense pour l'alerte précoce et la prévention des conflits qui doit être exploitée. Par ailleurs, il a sollicité que le MARAC accorde une "grande" attention aux questions de Genre dans le suivi, l'analyse et la production des rapports sur les conflits. Mais, a-t-il martelé, "il doit aussi mettre en place des stratégies permettant de consulter et d'impliquer les femmes, tant au niveau national que sous-régional, afin de pleinement les utiliser comme ressource pour une prévention efficace des conflits". Enfin, François Lounceny Fall s'est réjoui de ce que les travaux de cet atelier fournissent les informations et outils nécessaires pour permettre au MARAC de mieux intégrer le Genre dans ses indicateurs. Ceci, tout en assurant l'appui de son institution à ce processus.

**Opposition dite modérée/Mouvement commun républicain**

**Pour le respect des institutions et la paix**

**G.R.M**  
Libreville/Gabon

LA moralisation de la vie publique, était au centre de l'entretien que le président du Mouvement commun républicain (MCR), formation politique se réclamant de l'opposition dite "modérée", Alain Ondo Ndong a eu avec la population de Nkembo, dans le 2e arrondissement de Libreville. Une thématique qui, selon l'orateur, soulève le problème de l'attitude que devrait afficher tout homme dont l'ambition est de participer à la vie de la nation ou de présider à sa destinée. Pour lui, "tout homme d'Etat doit cultiver les valeurs de paix, d'unité, d'amour, de cohésion sociale, de pardon...". Le président du MCR



Photo : J.F.Marola

Le président du Mouvement commun républicain, Alain Ondo Ndong (c), lors de sa communication...

stigmatisant l'attitude de ceux qui prônent la violence depuis le début du processus électoral de la dernière Présidentielle. A ce sujet, il a appelé les différents acteurs politiques à mieux éduquer et sensibiliser leurs militants respectifs au respect des institutions et à rejeter toutes formes de violences.

Entendu que la haine peut avoir des conséquences négatives sur le long terme. «Le Gabon ne s'est jamais mal porté comme on l'observe depuis la proclamation des résultats de l'élection présidentielle d'août 2016. Les rancœurs sont encore palpables. Cette tension n'est pas de nature à préserver la paix qui a tou-



Photo : J.F.Marola

...à la poignée d'habitants venus l'écouter à Nkembo.

jours singularisé le peuple gabonais», a-t-il dit. Le récent Dialogue politique voulu "inclusif et sans tabou" est l'autre point abordé au cours de cette sortie. Saluant l'initiative du chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, d'inviter toutes les forces vives de la nation à prendre à ces assises, le président du Mouvement

commun républicain a indiqué que "ça a été l'occasion de dessiner les contours d'un pays qui aspire au développement et à la démocratie véritable". Non sans faire, succinctement, un compte-rendu des grandes recommandations des travaux d'Angondjé. Il fonde l'espoir que la mise en application de ces re-

commandations permettra au Gabon de continuer à avancer sur les plans politique, économique et social. «Nous attendons la mise en musique des décisions issues du Dialogue d'Angondjé pour montrer à la communauté nationale et internationale qu'il ne s'est pas agi d'une concertation de trop», a conclu Alain Ondo Ndong.